

# Ensemble



## Les socialistes débattent de leur projet départemental



Jeu di 13 décembre 2007



*Le journal des socialistes de Loire Atlantique*





Socialistes en **Europe**  
Socialistes dans le **Monde**

## RUSSIE

### L'illusion démocratique

Vladimir Poutine, le Président russe, depuis 2000, a démontré une nouvelle fois lors des dernières élections législatives que la Russie était dirigée par un autocrate, qui n'hésitait pas, à quelques jours d'élections, déjà contestées dans leur organisation pseudo démocratique, à arrêter des centaines de militants de l'opposition démocratique, qualifiés de "chacals".

Formé au KGB, V. Poutine, adepte de « la dictature de la Loi » ne supporte aucune contradiction. Il a entraîné son pays dans une répression contre le peuple tchéchène, qui a fait entre 50 000 et 250 000 morts selon les sources, en voulant "butter les terroristes jusque dans les chiottes".

Toute personnalité susceptible de contester le régime connaît une triste destinée, qu'elle vienne du monde économique, médiatique (Anna Politkovskaïa \*, journaliste assassinée dans des circonstances troubles en 2006), politique (Garry Kasparov arrêté et emprisonné durant la dernière semaine de campagne)....

Ces élections, sous haute surveillance, permettront à V. Poutine de garder le pouvoir, en passant de la fonction présidentielle à celle de Premier Ministre. Cela ne trompe personne, il restera l'homme fort du Kremlin.

Pendant ce temps là, le Président de la France, "Pays des droits de l'homme" qui critiquait le président russe pendant la campagne électorale, ne fait part d'aucune protestation officielle.

Pour ce dossier, comme pour la Chine ou la Birmanie, la France a renoncé, en réalité, à une politique étrangère fondée sur la défense des droits de l'homme, favorisant en fait le commerce. Le Secrétariat d'État aux Affaires étrangères et aux droits de l'homme n'est que le paravent trompeur de ce renoncement.

L'illusion démocratique russe nous renvoie à une autre illusion plus française: celle d'une politique soit disant volontariste de la défense des droits de l'homme dans le monde. Les postures et promesses de campagne sont oubliées.

L'échec de la politique de N. Sarkozy ne cesse de se dévoiler 6 mois à peine après son élection, que ce soit sur le plan économique et social ou dans le domaine international.

Les socialistes de Loire-Atlantique, où se déroule le Forum mondial des droits humains, n'oublient pas l'action internationale de la France qui doit promouvoir la défense des libertés et des droits de l'homme.

N'oublions pas, par solidarité avec tous les militants de la démocratie et des droits de l'homme en Russie, que la liberté est un combat concret de tous les jours, comme le rappelait Robert Badinter, lors d'un récent passage à Nantes •

**Jimmy SCREMIN**

Délégué fédéral à la Démocratie et aux institutions

**Cyril HUNAULT**

Délégué fédéral à l'Europe

## Éditorial

### Le temps des contre-réformes

Le gouvernement de Nicolas Sarkozy s'inscrit dans le droit fil de la vieille droite : autoritaire et sourd au dialogue. Sa devise pourrait être : **"Je décide, les Français exécutent"**. Il pourrait même y ajouter : **"Je décide seul..."** Seulement, pour être efficace, une réforme doit améliorer une situation pour le plus grand nombre et s'inscrire dans un projet solidaire. Elle doit aussi être discutée et négociée avant d'être votée. Nos gouvernants font l'inverse ! En septembre, les syndicats de la fonction publique concernée par les régimes spéciaux de retraite avaient demandé une négociation. Elle a été refusée par le gouvernement. Celui-ci avait visiblement envie d'en découdre. Après 9 jours de grève face à la détermination des cheminots, la discussion s'est finalement engagée mais au même moment le président déclarait qu'il irait **"au bout de ses réformes"**. Dans ces conditions, nous ne voyons pas très bien ce que le gouvernement propose à la discussion. Car ce n'est pas la fin des régimes spéciaux, qui réglera le problème du financement des retraites. Celle-ci économiserait autour de 300 millions d'euros par an, par contre cet été, le bouclier fiscal a coûté 15 milliards d'euros, dont la moitié pour les plus riches. Cherchez l'erreur....



Cela dit, nous ne sommes pas contre certaines évolutions parfois nécessaires. Mais il y a une manière de faire : Si une réforme des retraites est nécessaire, ce que personne ne conteste, il faut aborder cette question globalement en mettant tout sur la table : régimes spéciaux, et pas seulement ceux des fonctionnaires, la pénibilité du travail justifiant un départ anticipé pour certaines professions, et sans oublier la revalorisation des petites retraites. A partir de là, et en dialoguant, une réforme juste et utile serait possible. Même raisonnement pour la carte judiciaire qui, 50 ans après sa création, doit sans doute être réformée. Mais là aussi, il faut écouter les élus et les professionnels de la justice et avoir une discussion plutôt que le passage en force. Enfin, ce gouvernement est en passe de se couper de la jeunesse. Aux étudiants inquiets d'une réforme que l'on veut leur imposer comme aux jeunes des banlieues qui désespèrent, il envoie les CRS. Sur la retraite, la justice ou la jeunesse, on retrouve tous les méfaits de la méthode Sarkozy ou la force se substitue à l'écoute.

Six mois après sa victoire, déstabilisé, et en baisse dans les sondages, critiqué même parmi les siens, l'hôte de l'Elysée revendique pour conduire ses réformes la légitimité du vote des Français, que personne ne remet en cause. Est-ce une raison pour opposer avec brutalité les Français les uns contre les autres ? Le prochain rendez-vous sera les municipales, peut-être un 1er avertissement si la gauche sait se rassembler, parler ensemble et porter un projet d'espoir. Car les mesuretteuses sur le pouvoir d'achat risquent de ne pas changer grand-chose car trop éloignées des promesses de campagne. Les Français découvrent un président très médiatique et obsédé par sa stratégie de communication. Ils préféreraient sans doute un responsable soucieux de la cohésion sociale et du pouvoir d'achat. Tôt ou tard, il faudra bien rendre des comptes, et ce jour-là, le gouvernement ne pourra plus accuser les jeunes des banlieues, les immigrés ou les fonctionnaires...•

**Alain GRALEPOIS**

1<sup>er</sup> secrétaire fédéral

\*Anna POLITKOVSKAIA,  
Douloureuse Russie. Buchet-Chastel. 2006.

## Premier forum de la rénovation

### Une mémoire partagée et un projet commun

*George Pau-Langevin, députée de Paris, était présente à Nantes le lundi 19 novembre afin d'échanger avec les militants sur la "nation". Membre de la commission nationale abordant cette thématique dans le cadre du processus de rénovation, voici quelques extraits de son intervention en introduction au débat de cette soirée.*

Nous savons aujourd'hui que si beaucoup de gens ont l'impression que la France a changé et qu'ils ne se reconnaissent pas totalement dans cette France d'aujourd'hui c'est parce qu'il y a eu la mondialisation avec l'inquiétude de voir des valeurs d'autres pays arriver comme l'américanisation de certaines choses. Il y a aussi les délocalisations avec l'impression que l'emploi part vers d'autres pays.

Certains peuvent prendre le problème par un seul bout, et Nicolas Sarkozy a eu une réponse très simple en créant ce Ministère de l'Identité Nationale et de l'immigration, ce qui est une manière de dire aux gens "ce qui menace votre identité et la nation c'est l'immigration". Et c'est là qu'on se rend compte qu'on a affaire à un gouvernement et un Président qui donne des gages importants à la partie la plus droitière de l'opinion.

Pour certains penseurs, une nation c'est le fait de pouvoir avoir une histoire, une race, une religion, un territoire commun. Mais historiquement, on a vu que des gens d'une même nation pouvaient être sur des territoires séparés. Les Allemands, bien que vivant sur deux territoires différents, avaient conscience de faire partie d'une même nation.

L'autre conception, dont nous sommes plutôt proches est celle qui définit la nation comme quelque chose de spirituel et de subjectif. Ici la nation n'est pas déterminée par une langue, puisque à la création de l'Etat-Nation sous l'ancien régime plusieurs langues étaient parlées (Breton, Occitan, Savoyard...). Elle n'est pas non plus déterminée par la religion, puisque la nation a reconnu le respect de toutes les religions et ce bien avant la laïcité. Dans cette conception ce qui fonde l'appartenance à une nation, c'est le fait d'avoir un passé commun, de l'assumer, de pouvoir continuer à vivre ensemble et donc d'avoir un projet d'avenir en commun.

Tous les gens qui vivent dans ce pays et participent aux institutions sont Français. Comment faire pour développer ce sentiment d'appartenance à cette nation ? Il faut sans doute faire un travail de mémoire partagée et lutter efficacement contre les discriminations•



**George PAU-LANGEVIN**

Députée de Paris

## Pour une politique agricole de gauche

*Une journée nationale agricole s'est tenue à Nantes en novembre. Les militants qui y ont participé étaient surtout originaires de l'Ouest. Stéphane Le Foll, député européen, était présent.*

La matinée fut consacrée à la PAC (politique agricole commune). Karine Daniel a présenté un travail qu'elle a réalisé avec Vincent Chatelier de l'INRA de Nantes, sur le thème "l'OMC\*, la PAC et les quotas laitiers". Un débat s'en est suivi. Dominique Michenot, agriculteur à Treillières, a dénoncé "une course à la terre avec les DPU\*\*, on est en pleine dérive libérale". Henri Baron a souligné "l'importance de la place de l'homme pour produire en agriculture et la nécessité d'offrir une perspective aux jeunes agriculteurs qui s'installent". Joseph Caillaud, ancien secrétaire fédéral à l'agriculture, a évoqué "les rôles multiples de l'agriculture sur les plans alimentaire, social, environnemental et économique. Le PS a un projet agricole alternatif mais l'on doit nous interroger sur sa réalisation concrète. Avec qui pouvons-nous le mener ? Avec quelles alliances politiques ? Nous ne passerons pas à côté de ces questions

qui conditionnent la réussite d'une politique agricole de gauche". Stéphane Le Foll, député européen, a conclu la matinée par une intervention dans laquelle il a rappelé "que le PS propose une meilleure répartition des aides agricoles européennes avec leur régionalisation et un nouveau contrat que l'on pourrait appeler contrat de viabilité de l'exploitation qui articulerait production et environnement. Pour résumer, je dirai le contrat à la place du contrôle".

L'après-midi a abordé le thème "agriculture et environnement" avec un débat sur les cultures OGM\*\*\*. Stéphane Le Foll s'est prononcé à ce sujet "contre leur utilisation financière et pour un moratoire sans être contre la recherche au service de l'intérêt général". François Colson a fait une synthèse des débats dans laquelle il a rappelé que "les OGM ont des enjeux économiques et sociaux, nous devons avoir une position claire à ce sujet. Suite à notre journée, on peut envoyer un message aux quatre présidents socialistes des Conseils régionaux du grand Ouest. Il comporte trois points :

- 1 - Evolution de la PAC dans les mois à venir avec des aides régionalisées.
- 2 - Une politique cohérente de ces quatre Conseils régionaux avec notamment un soutien fort à l'agriculture biologique et un respect de l'environnement.
- 3 - Des réponses sur la gestion du foncier agricole". Voilà des pistes pour bâtir des politiques agricoles régionales ancrées à gauche•

\* OMC : Organisation mondiale du commerce

\*\* DPU : Droits à paiement unique

\*\*\* OGM : Organisme génétiquement modifié





## Paroles de militants

### "Que va-t-il rester ?"



"Adhérent au PS depuis 2 ans, je trouve ce type de soirée très intéressante. Cependant souvent lors de ces échanges, il y a une telle diversité de choses qui sont dites que je m'interroge sur ce qui peut rester à la fin. Elu depuis 15 ans sur la commune de Soudan et siégeant à la Communauté de communes, je connais bien les questions touchant aux politiques du Conseil général."

**Robert BUGEL** - Soudan



### "Un acte fort de démocratie"

"J'ai bien aimé cette soirée entre militants car cela donne une autre image que celle véhiculée par le PS au niveau

national. J'ai apprécié que Patrick Mareschal fasse un bilan des politiques du Conseil général et que nous puissions relayer nos interrogations vers l'exécutif. C'est un acte fort de démocratie."

**Fabienne BOTHEREL** - Ancenis

### "Des déclinaisons pour les municipales"



"J'ai adhéré à 100% concernant la présentation du bilan et j'ai été séduit par certaines idées comme la relance du bénévolat ou les politiques en faveur des handicapés. A partir de ce bilan, pourquoi ne pas décliner certaines idées au niveau municipal comme la Maison départementale des adolescents ?"

**Bernard COUTELLEC** - Pornic

## Construire ensemble un pro

*En vue des élections cantonales des 9 et 16 mars 2008, la majorité de gauche du Conseil général a organisé avec le parti socialiste 4 réunions décentralisées sur le département. Le but : permettre aux militants PS de participer à l'élaboration du programme de la gauche départementale aux cantonales.*

Les 4 réunions décentralisées ont eu lieu en novembre à Sainte-Pazanne, Châteaubriant, Rezé et Saint-Nazaire. Elles se sont tenues en présence d'Alain Gralepois, 1er secrétaire fédéral, Patrick Mareschal, président du Conseil général et Bernard Deniaud, président du groupe des élus socialistes et divers gauche de Loire-Atlantique. De nombreux conseillers généraux et candidats étaient également présents. Chaque réunion a attiré un bon nombre de militants et militantes intéressés par ce débat destiné à enrichir le projet départemental. Ils savent aussi l'importance de ce scrutin. En effet, le Département a de nombreuses compétences : aménagement du territoire, collèges, action sociale, routes etc. Il est un rempart local face à la politique de réduction des dépenses publiques de Sarkozy.

Chaque réunion a présenté, avec une intervention de Patrick Mareschal, l'action du Conseil général. Elles ont aussi expliqué les 4 orientations que la majorité de gauche souhaite porter : des politiques sociales qui innovent, des politiques d'aménagement harmonieux du territoire, des politiques économiques de développement durable et enfin de nouvelles relations avec les citoyens fondées sur le dialogue et la participation.

### Les Contrats de territoires : une réussite

A Sainte-Pazanne, Daniel Morisson, conseiller général du Pellerin, a rappelé que **"les Contrats de territoires sont appréciés des élus locaux, même d'opposition"**. Rappelons que ces Contrats représentent un budget de 143M€ sur 4 ans pour les équipements publics. Les problèmes de transport et de coût du logement ont aussi été abordés ainsi que le déséquilibre de développement entre le nord et le sud de l'agglomération nantaise. Sur l'éducation, Claude Seyse a affirmé que **"le Département veut anticiper le Grenelle de l'environnement et construire des collèges basse consommation d'énergie, voire peut-être même produire de l'électricité en installant des panneaux solaires sur les toits terrasse des établissements"**. La Conseillère régionale Monique Rabin a évoqué **"le partage de logements entre jeunes et personnes âgées. Sur le transport, il y a une asphyxie du Pays de Retz : il faut trouver des solutions en terme de transport collectif"**.

A Châteaubriant, le débat fut également riche en contributions. La question du projet d'aéroport a été abordée sur deux points : **"Quid de ce projet quand on sait que l'on manque de terres agricoles comme l'a justement dit Patrick Mareschal dans son introduction, sans oublier son impact environnemental très lourd"**. Alain Gralepois a souligné que **"l'action des collectivités va s'inscrire dans un désengagement de l'État sans pour autant bénéficier des transferts financiers attendus. Face à un État qui se désengage, l'action coordonnée permet un travail plus efficace entre collectivités de gauche"**. Didier Libeau, de Châteaubriant,

## jet départemental de gauche

s'est exprimé sur les transports : **"Réfléchir à des axes ne passant pas forcément par Nantes et mettre en place une alternative aux grands cars avec des mini bus de 10 places"**. La question de l'intégration des enfants handicapés dans les collèges a été posée. Pascal Bioret, candidat à une cantonale sur Châteaubriant, a souhaité que **"soit liées les subventions aux bâtiments au respect de normes HQE\*. (...) Dans les Contrats de territoires, il faudrait accentuer les mécanismes de fiscalité des communes aidées"**.

La réunion de la Trocardière à Rezé a abordé des questions parfois similaires. Le problème du logement a été souligné : il a été rappelé que des réserves foncières vont être constituées pour le logement social notamment. Elles échapperont à la spéculation immobilière et constitueront des niches foncières précieuses. Le franchissement de la Loire avec un nouveau pont a été évoqué. Patrick Mareschal a rappelé que **"si nous sommes pour ce nouveau pont, seul l'Etat peut trancher cette question délicate en raison des rives de Loire protégées par Natura 2000 notamment"**. Une question a été posée sur le soutien du Département à l'agriculture biologique. Bernard Deniaud a répondu **"qu'une Charte a été signée avec la Chambre d'agriculture pour le soutien à une agriculture durable respectueuse de l'environnement"**. L'accent a été mis sur l'importance d'une politique ambitieuse sur l'éducation et l'enfance, l'action sociale, le logement, les personnes âgées et le développement économique. Claude Seyse, conseillère générale, a cité **"le nouveau collège de Malakoff situé entre la cité et le quartier mitoyen, pour une meilleure insertion dans la ville"**. Patrick Mareschal s'est également félicité de la réussite des CLIC\*\* qui offrent des services regroupés aux personnes âgées.

### Un Service départemental d'action foncière

La dernière réunion à Saint-Nazaire est revenue sur des questions importantes comme notamment le franchissement de la Loire, les problèmes du foncier, du logement et des personnes âgées. Patrick Mareschal a rappelé **"la création imminente d'un Service départemental d'action foncière chargé de prospecter et d'acheter des terrains pour le logement social entre autres"**. Il a précisé **"qu'un pont sur la Loire, évidemment indispensable, coûterait 500M€ et un tunnel 800M€"** sans garantie pour le moment sur une participation de l'Etat, pourtant nécessaire. Il a enfin souligné que sur le logement des jeunes, **"le Département est maître d'œuvre de la transformation de l'ancienne clinique de la Haute forêt à Nantes en nouvelle cité universitaire"**. Gérard Mauduit, conseiller général de Saint-Nazaire, s'est exprimé pour affirmer **"la volonté du Conseil général de construire des maisons de retraite. On souhaite que les budgets des Contrats de territoires prévoient ces constructions qui se heurtent au très haut prix du foncier"**. Enfin, Alain Gralepois a expliqué que **"le parti socialiste apportera aux candidats une aide en moyens humains et en formation ainsi que des conseils juridiques"**. Ces 4 réunions ont permis aux élus du Conseil général de rencontrer et d'échanger avec des militants de tout le département : une démarche utile en vue de la préparation du projet départemental de la gauche en Loire-Atlantique.

\*HQE : Haute qualité environnementale.

\*\*CLIC : Centre local d'information et de coordination.



## Paroles de militants

### "Encore plus de concertation"



"Pour moi, les priorités du prochain mandat départemental devraient être l'éducation, le logement, l'aménagement du territoire et cela, avec encore plus de concertation avec la population".

**Gaëtan HERVOUET** - Montbert



### "Ouvrir ces réunions à tout le monde"

"Ces réunions partent d'une bonne intention mais il faudrait les ouvrir à tout le monde, pas seulement aux adhérents PS. Il faut communiquer pour rendre lisible la politique de gauche du Conseil général".

**Pierre QUENEA** - Rezé

### "Un problème d'emploi"



"Je veux dire trois choses : pour les 7-10 ans, des actions seraient bienvenues. Le Conseil général pourrait aussi avoir une action plus forte sur la santé mentale avec l'accompagnement des malades, des personnes âgées et des adolescents. Troisième point, le transport et l'emploi. Je cherche un travail, j'ai des enfants, on me dit que je ne trouverai qu'à Nantes. Comment faire avec des enfants pour travailler à Nantes et vivre à Saint-Nazaire ? Il y a un problème d'emploi sur cette ville où, à part les Chantiers et Airbus, il y a peu d'offres".

**Frédérique COUZIGOU** - Saint-Nazaire



### "Etre force de propositions"

"L'entrée en matière de la soirée par Patrick Mareschal est très pédagogique. Cela nous donne le cadre dans lequel il faut que l'on réagisse. Les militants deviennent ainsi force de propositions, ce qui est important pour abonder le futur programme."

**Anne VINCENT** - La Limouzinière



## “Un développement au service de la solidarité municipale”

*Olivier Dauré sera tête de liste à Savenay. Il nous explique le sens de son engagement.*



### • Un mot de présentation ?

J'ai 34 ans, je suis marié, père de 3 enfants et je suis ingénieur à Aker Yards, anciennement Chantiers de l'Atlantique. J'ai un parcours personnel et professionnel qui m'a amené à beaucoup voyager. J'ai passé mon enfance sur l'île de la Réunion, étudié en région parisienne, puis travaillé en Nouvelle-Calédonie et au Brésil. En 2002, j'ai posé mes valises à Savenay. J'y ai été très bien accueilli et je me suis vite intégré à la vie locale. Dans la vie de quartier d'abord, dans le sport au tennis et à l'Office Municipal des Sports dont je suis le président depuis 2004. Par ailleurs, je suis membre du PS depuis 2001 et adhérent à la CFDT depuis 2005.

### •• Qu'est-ce qui a motivé ton engagement à la tête de la liste ?

La gauche, emmenée par Jean-Claude Le Gall et Raymond Cerclier, a gagné la commune en 1995. La ville était ruinée, en déclin, et dans les premières années il a fallu parer au plus pressé tout en accompagnant l'augmentation de 200 habitants par an en moyenne. La situation est maintenant saine et les premiers projets d'ampleur sont réalisés comme le pôle Enfance ou lancés comme la zone commerciale et la piscine couverte. Cela ne fait que commencer, il y a encore de très nombreux projets à mener pour accompagner la croissance de la population.

Mon engagement comme tête de liste est la suite logique de mes engagements associatif et politique, et la perspective de travailler avec une nouvelle équipe rajeunie et dynamique, en lien avec les sortants pour relever ces défis, est évidemment très motivante !

### ••• Quels seront les grands thèmes de ta campagne ?

Après le cycle de refondation que je viens de décrire, nous nous engageons dans une période de développement qui doit permettre à Savenay, et aux communes de Loire et Sillon, de tenir pleinement leur place au cœur de la métropole Nantes-Saint-Nazaire. Notre campagne aura pour 1er axe le développement de la ville : sur le plan économique autour des pôles de la gare et des voies express, avec la mise en valeur de notre zone de tourisme et loisirs proche du lac par la construction de la piscine couverte et enfin avec une nouvelle salle des fêtes. Ce développement sera au service des politiques de solidarité, deuxième axe de la campagne, en lien avec une dimension environnementale forte. Avec l'aide en particulier du tissu associatif, très fort à Savenay, nous devons assurer le lien social et assurer les Solidarités envers toutes les générations : accompagner la jeunesse du plus jeune âge à l'adolescence, tout en offrant des services de qualité aux personnes âgées et en menant une politique volontariste sur le logement pour assurer à tous la possibilité de se loger et de vivre à Savenay. Nous voulons préparer l'avenir en conciliant économie et solidarité : un développement durable et solidaire en quelque sorte ! •



## “Un contrat municipal avec les Varadais”

*Dominique Tremblay, conseiller régional, sera tête de liste à Varades. Il nous explique le sens de sa démarche.*

### • Un mot de présentation ?

J'ai 49 ans, marié, trois enfants et agriculteur à Varades. J'ai assumé et milité dans de nombreuses organisations professionnelles comme président du Comité de développement agricole du Pays d'Ancenis, membre consulaire de la Chambre d'agriculture départementale et régionale et membre de la Confédération paysanne. Je suis conseiller municipal depuis 1995 et adjoint aux sports depuis 1996. Depuis 2001, je suis adjoint aux finances, à l'environnement et à l'assainissement. Je suis aussi Vice-président de la Communauté de communes du Pays d'Ancenis. En 2004, j'ai été élu conseiller régional pour représenter le monde agricole et je suis donc tête de liste à Varades pour 2008.

### •• Comment s'est passée ta désignation ?

Le maire sortant Guy Leroux m'a sollicité pour prendre sa succession et j'ai reçu le soutien de l'équipe municipale autour d'un projet commun. J'ai accepté de mener la liste car j'ai envie d'agir pour le développement de ma commune pour que le bénéfice du progrès soit partagé, que l'égalité des chances, la solidarité et la citoyenneté soient des fondamentaux. Je connais bien la commune et je vois mon mandat régional comme un bon complément de celui de maire. Varades est entre deux grandes villes,

Nantes et Angers, elle se développe au sein du Pays d'Ancenis. Je veux, avec mon équipe, animer et accompagner ma commune pour bien préparer l'avenir.

### ••• Quels vont être les thèmes de ta campagne ?

Nous aborderons trois grands sujets qui constituent la base du contrat municipal que je propose aux Varadais. D'abord, tout ce qui concerne la vie quotidienne avec le développement social, l'action éducative, les aménagements urbains comme des pistes cyclables, des zones piétonnes et l'accessibilité des personnes handicapées. Nous appuierons les services à la petite enfance, le périscolaire, les haltes garderies, nous soutiendrons les activités sportives, culturelles, musicales et la bibliothèque. Le 2ème thème de la campagne sera la nécessité du développement intercommunal. En effet, la gestion des compétences actuelles et à venir impliquera des solidarités nouvelles qu'il faudra revendiquer. Enfin, le 3ème thème, c'est le développement durable appliqué à l'ensemble des actions de la municipalité comme les économies d'énergie sur les bâtiments municipaux, une meilleure gestion de l'eau et des déchets et l'innovation dans les constructions. Je propose aux Varadais de débattre de ces trois thématiques lors de nos prochaines rencontres •

## ■ C'est aux Français de décider !

Le projet socialiste, adopté en juillet 2006, affirme : "Nous refuserons une ratification du Traité Constitutionnel Européen tel qu'il a été rejeté le 29 mai, même s'il est accompagné d'un nouveau préambule. Nous proposons l'élaboration d'un traité strictement institutionnel [...] Une fois renégocié un tel traité sera soumis au peuple par référendum" (Relancer l'Europe).

Le pacte présidentiel de Ségolène Royal confirme cet engagement : "Négocier un traité institutionnel soumis à référendum pour que l'Europe fonctionne de manière plus démocratique et plus efficace" (Proposition 91).

Pourquoi les socialistes devraient-ils changer d'avis ? Nicolas Sarkozy a certes été élu, mais cela ne nous empêche pas de nous opposer maintenant contre de nombreuses contre-réformes qu'il a annoncées au cours de sa campagne et qu'il met en œuvre aujourd'hui. Ce que le peuple a examiné une première fois, lui seul peut le réexaminer légitimement !

Le traité dit "simplifié" n'a rien de simple. Il fait plus de 250 pages et reprend l'intégralité de la partie I (les institutions) et de la partie III (les politiques européennes) du TCE. La partie II du TCE (la charte des droits fondamentaux) qui était le seul élément un peu positif du TCE ne figure plus dans le traité mais dans un texte séparé.

Sarkozy s'est vanté d'avoir fait retirer du texte "la concurrence libre et non faussée". C'est là encore un mensonge éhonté. "La concurrence libre et non faussée" a bien été retirée de la partie 2 mais elle est reprise dans un protocole, partie intégrante du traité, qui affirme que "le marché intérieur, tel qu'il est défini à l'article 3 du traité comprend un système garantissant que sa concurrence n'est pas faussée". La priorité au marché est pourtant désastreuse socialement tout comme elle l'est d'un point de vue écologique (rapport Géo 4 des Nations Unies).

Ce nouveau traité, négocié par Nicolas Sarkozy, ne répond en rien aux urgences de l'Europe qui avaient motivé le Non des Français : rien sur le mieux-disant social, rien sur l'harmonisation fiscale, rien sur la réorientation de la politique monétaire. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne qui avait rédigé le TCE, le reconnaissait d'ailleurs dans le Monde du 26 octobre 2007 : "Les outils sont exactement les mêmes, seul l'ordre a été changé dans la boîte à outils" •

**Éric THOUZEAU**  
Membre du Conseil fédéral

## ■ Mot du MJS

### Un nouvel animateur fédéral



En novembre, le congrès fédéral du MJS 44 a élu une nouvelle équipe emmenée par Pierre Lebeau qui succède à Samy Bridji. Le MJS reste un lieu de formation de jeunes militants qui ont ensuite vocation à intégrer le PS. Nous comptons garder les bonnes orientations prises par le mandat passé. Ainsi, l'organisation du MJS 44 en 7 groupes locaux : 5 à Nantes, 1 à Saint-Nazaire et 1 à Pont-Château, sera poursuivie. Même si ce n'est pas là le but principal, nous pourrions ainsi mieux répondre aux besoins des campagnes municipales et cantonales. Mais surtout, nous pourrions travailler de façon plus étroite et efficace avec les militants socialistes en direct, que cela soit en terme d'activité militante ou en débats d'idées.

Etre encore plus utile à la famille socialiste, c'est l'enjeu des deux prochaines années. Et pour cela, nous souhaitons aussi proposer nos travaux au parti socialiste et à ses élus, ainsi qu'être à leur écoute. Ils portent en effet les mandats de notre République, et en connaissent donc les réalités et difficultés. Au delà, le MJS 44 souhaite rester en contact avec les citoyens, avec son nouveau journal externe, "À Rebrousse Poil", qui est disponible sur demande pour toutes les sections qui le souhaitent, et est aussi distribué dans la rue •

**Contact MJS 44 : 02 40 20 63 03**  
**Courriel : mjs44@hotmail.com**

## ■ À Lire

### L'histoire secrète de la 5<sup>ème</sup> République

Voilà assurément un livre à lire par tous ceux et toutes celles qui veulent aller au-delà de l'Histoire officielle des manuels scolaires. De "l'opération Résurrection" en 1958, coup d'État fondateur d'un nouveau régime, à l'affaire Clearstream de 2006, nombreuses sont les affaires qui ont émaillé les dernières décennies. Dans ce livre sérieux et documenté, il est question d'officines très discrètes, d'agents secrets et de barbouzes, d'opérations militaires clandestines, de scandales financiers et de lobbies puissants et invisibles.

Des affres de la décolonisation et de ses suites, en passant par les manœuvres méconnues des lobbies du nucléaire et de l'armement, on apprend à quel point la 5<sup>ème</sup> République, plus que toutes celles qui l'ont précédée, s'est construite sur le secret d'Etat. Cette République monarchique a organisé une concentration inédite des pouvoirs entre les mains de ses présidents successifs. Elle a accordé des pouvoirs sans limites à ses hommes de l'ombre, éminences grises et hauts fonctionnaires, qui ont bâti de puissants réseaux d'influence et mené des politiques dont les citoyens français ne surent jamais rien. Le contraire du fonctionnement sain d'une démocratie moderne. Ce livre amène donc à réfléchir sur les dysfonctionnements de notre République. A sa lecture, on se demande aussi pourquoi il faut attendre si longtemps pour que de tels scandales soient dénoncés publiquement, et l'on s'étonne que leurs acteurs principaux bénéficient d'une telle mansuétude de la justice... On se souvient de la phrase de Jean de la Fontaine : "Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir", c'était au 17<sup>ème</sup> siècle... •

**Histoire secrète de la 5<sup>ème</sup> République,**  
**sous la direction de Roger Faligot et**  
**Jean Guisnel, aux éditions La Découverte. 752 pages, 12,50 euros.**



## **Cantoniales 2008**

Fin novembre, une partie des candidats aux cantoniales de la majorité départementale a rencontré la presse locale en présence de Patrick Mareschal et Bernard Deniaud.



## **Un nouveau permanent fédéral**

Florent Smejda a rejoint l'équipe des permanents fédéraux de la fédération PS début novembre.

Il a en charge des tâches d'animation fédérale au service des élus et des militants socialistes. Bienvenue Florent !

## **Anticor 44**

### **Lutter contre le capitalisme de l'ombre**

Créée quelques semaines après le 21 avril 2002, Anticor est une association transpartisane qui regroupe des élus décidés à combattre la corruption, promouvoir l'éthique et réhabiliter la politique. Le 30 mars 2005, l'association des amis d'Anticor, destinée aux citoyens non élus, a vu le jour.

Un groupe local a été créé à Nantes en octobre 2007 à l'initiative d'Harry Heymann, de la section PS Nantes centre Sud. "Les Amis d'Anticor 44 explique-t-il, se définissent comme un laboratoire de pensée aspirant à former et informer sur le capitalisme de l'ombre. Nous nous retrouvons dans les propos de Jean Jaurès qui affirmait que le courage c'est de chercher la vérité et de la dire".

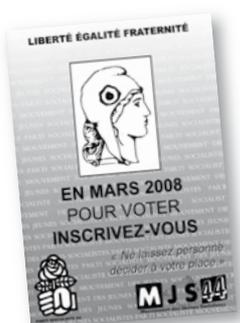
Quelques propositions d'Anticor : réforme de la justice pour une vraie indépendance, non cumul des mandats et des fonctions, droit d'alerte pour protéger du licenciement les salariés révélant des malversations dans leurs entreprises, inéligibilité définitive des élus condamnés pour délits financiers.

<http://www.lesamisdanticor44.blogspot.com>  
**Courriel : lesamisdanticor44@gmail.com**  
**Téléphone : 06 25 05 26 34**



**Harry HEYMANN**  
Anticor 44

## **Inscription sur les listes électorales**



Des cartes et des affiches sont disponibles à la Fédération afin de sensibiliser nos concitoyens sur les élections municipales et cantoniales de mars 2008.

Ce fascicule rappelle non seulement les formalités administratives pour s'inscrire sur les listes électorales, mais aussi les principales mesures du gouvernement Sarkozy depuis 6 mois.

## **Conseil Fédéral**

Le prochain Conseil Fédéral aura lieu le lundi 14 janvier, 20h à la Fédération.

## **Soirée des Vœux**

La traditionnelle soirée des vœux de la Fédération aura lieu le vendredi 8 février, Salle Renée Losq, 19h30, à Sainte-Luce/Loire.

Plus de détails dans notre prochain numéro de janvier.

*"La Fédération PS de Loire-Atlantique vous souhaite à tous, de très bonnes fêtes de fin d'année."*

# Ensemble

Dispensé de timbrage  
**NANTES R.P.**



**PRESSE URGENTE**

LA POSTE

Ensemble  
24, Rue A. Brossard  
44 000 NANTES  
Déposé le 12/12/07

# Étiquette

## Ensemble

Le Journal des socialistes de Loire Atlantique  
24 rue Armand Brossard • 44 000 NANTES  
Tél : 02.40.20.63.00 • Fax : 02.40.08.27.24  
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr  
Directeur de Publication : Alain Gralepois  
Rédacteur en chef : Olivier Chateau  
Rédacteur en chef adjoint : François Caillaud  
Photographies : PS 44 et Jean-Yves Le Du  
Mise en page : Scopic  
Imprimé avec des encres végétales sur papier recyclé par La Contemporaine  
N° CPPAP : 0909 P 10 751  
N° ISSN : 1296 - 2201  
Prix : 1,50 • Tirage : 4500 ex

